



HAL
open science

Soraya Boudia et Nathalie Jas, Gouverner un monde toxique

Henri Boullier

► **To cite this version:**

Henri Boullier. Soraya Boudia et Nathalie Jas, Gouverner un monde toxique. Revue d'Anthropologie des Connaissances, 2020. hal-02510790

HAL Id: hal-02510790

<https://hal.science/hal-02510790>

Submitted on 18 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Soraya Boudia et Nathalie Jas, *Gouverner un monde toxique*

Versailles : Éditions Quae, coll. « Sciences en questions », 2019

Henri Boullier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rac/4656>

ISSN : 1760-5393

Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

Ce document vous est offert par Bibliothèque de l'Université Paris-Dauphine



Référence électronique

Henri Boullier, « Soraya Boudia et Nathalie Jas, *Gouverner un monde toxique* », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 14-1 | 2020, mis en ligne le 01 mars 2020, consulté le 18 mars 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rac/4656>

Ce document a été généré automatiquement le 18 mars 2020.



Les contenus de la *Revue d'anthropologie des connaissances* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Soraya Boudia et Nathalie Jas, *Gouverner un monde toxique*

Versailles : Éditions Quae, coll. « Sciences en questions », 2019

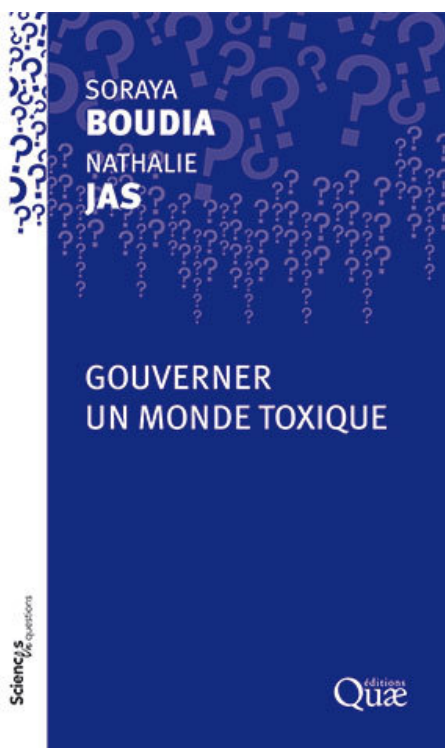
Henri Boullier

RÉFÉRENCE

Soraya Boudia et Nathalie Jas, *Gouverner un monde toxique*, Versailles : Éditions Quae, coll. « Sciences en questions », 2019, 124 p.

Le développement industriel de la chimie et ses dégâts

- 1 Le dernier ouvrage de Soraya Boudia et Nathalie Jas dresse un panorama à la fois synthétique et dense des technologies développées, et des savoirs produits, pour *Gouverner un monde toxique* depuis 1945. Il en propose une analyse critique caractéristique des travaux, encore trop rares, de *Science and Technology Studies* (STS) sensibles aux inégalités et aux rapports de pouvoir et qui permettent, en étudiant des dispositifs matériels très concrets, de jeter un regard neuf sur les liens entre capitalisme et crise environnementale. Cette publication offre également une excellente occasion pour les lecteurs francophones qui auraient manqué leurs ouvrages précédents – on pense en particulier à *Toxicants, Health and Regulation since 1945* (Boudia et Jas, 2013) et *Powerless Science? The Making of the Toxic World in the Twentieth Century* (Boudia et Jas, 2014)¹ – de découvrir, à travers cette proposition nouvelle, l'abondant travail des chercheuses sur le gouvernement des risques sanitaires et environnementaux au cours du XX^e et du début du XXI^e siècles.
- 2 Le grand récit exposé dans l'ouvrage s'articule autour de l'idée que différents « modes de gouvernement » ont permis d'accompagner un développement économique qui s'est appuyé, depuis 1945, sur un recours sans cesse plus massif aux produits chimiques. La grande proposition du livre est donc de caractériser ces modes de gouvernement, définis comme « des ensembles assez cohérents de discours, de pratiques, d'instruments, d'outils, d'institutions et d'acteurs, que l'on peut qualifier et caractériser et qui organisent à certains moments et dans certaines instances dominantes – le plus souvent occidentales – ce qui doit être une bonne prise en charge des substances chimiques dangereuses et de leurs effets » (p. 6). À travers une approche socio-historique, les autrices identifient des espaces et des périodes caractéristiques de trois grands modes de gouvernement (par « la maîtrise », « le risque » et « l'adaptation »), en prêtant une attention systématique à leurs dimensions matérielle, sociale, politique et économique.
- 3 La principale question qui traverse le livre, celle de la nature économique et politique du contrôle des pollutions, pourrait difficilement être davantage d'actualité. Dans une tribune récente du Monde au sujet de l'incendie de l'usine Lubrizol à Rouen, l'historien Thomas Le Roux, co-auteur d'un important ouvrage qui porte lui aussi sur la thématique des pollutions industrielles (Jarrige et Le Roux, 2017), écrivait que si « la régulation des risques et des pollutions » peine à protéger les populations, c'est « parce qu'elle protège avant tout l'industrie et ses produits ». Et d'ajouter : « les garde-fous actuels (dispositifs techniques, surveillance administrative, réparation et remédiation, délocalisations) ont pour but de rendre acceptables les contaminations et les risques »². Ces garde-fous, les chercheuses le rappellent, ne sont pas nouveaux. Depuis le développement des premières industries de chimie lourde de la fin du XVIII^e siècle, les risques « sanitaires et



environnementaux des contaminations produites n'ont jamais été ignorés » (p. 4). Des dispositifs de contrôle, de mesure, de régulation ont été mis en place depuis longtemps pour tenter de limiter les contaminations et leurs effets. Pourtant, nos environnements n'ont sans doute jamais été aussi toxiques. Devant ce constat, l'ouvrage nous fournit ainsi une grille de lecture pour comprendre « *comment notre monde toxique a été gouverné au cours des dernières décennies* » (p. 5) au point de devenir notre environnement normal.

- 4 Après un premier chapitre qui donne la mesure de la massification croissante de l'usage des produits chimiques, et des déchets qui y sont associés, les suivants présentent chacun un des trois modes de gouvernement identifiés par les autrices. Le deuxième chapitre s'intéresse ainsi au « gouvernement par la maîtrise », caractéristique d'une période où différents groupes d'experts internationaux commencent à élaborer des outils d'étude de substances soupçonnées d'être toxiques. Vient ensuite le « gouvernement par le risque », dans le cadre duquel sont de plus en plus explicitement mis en balance les risques sanitaires et environnementaux, et les bénéfices économiques. Enfin, le « gouvernement par l'adaptation », synonyme de l'échec relatif des approches précédentes, ne cherche plus à empêcher les pollutions, mais invite au contraire les populations à vivre dans des territoires durablement contaminés.

L'échec systématique de la prise en charge des pollutions

- 5 Le chapitre 1 donne la mesure de l'ampleur des pollutions dont il est question dans l'ouvrage. Il revient sur le double processus de massification de la commercialisation des produits chimiques et d'intensification de leur usage depuis 1945, qui a fait de notre environnement un « monde toxique ». Pour illustrer ce phénomène, les autrices se focalisent sur la matérialité de ce monde toxique, matérialité qu'elles saisissent grâce à un triple déplacement par rapport aux travaux existants.
- 6 Elles se livrent d'abord à un travail d'inventaire et de quantification des produits chimiques fabriqués et utilisés au lendemain de la Seconde Guerre mondiale qui donne à voir la manière dont les industries chimiques ont progressivement étendu leur emprise sur la plupart des secteurs économiques. La chimie fournit en effet à des nombreux secteurs industriels les produits dont elles ont besoin dans leurs activités. Parmi les exemples cités : intrants agricoles et agro-alimentaires, médicament, matériaux, plastiques. L'essor de ces différentes industries depuis 1945 rime donc avec une explosion de la production de substances chimiques, ce que les chiffres mentionnés illustrent de façon éloquent : on passe d'une production mondiale estimée à 171 milliards de dollars en 1971 à 4120 milliards de dollars en 2010. De ce double phénomène d'intensification et de mondialisation résultera une incrustation durable de ces produits dans les environnements et les corps.
- 7 Le deuxième déplacement qui donne à voir la matérialité de ce monde toxique est celui qui consiste à regarder au-delà de ce que les industries chimiques produisent directement. Il faut en effet aussi penser à l'extraction des matières premières (pétrole, gaz, minerais), au devenir des biens qui sont produits, et à celui des déchets. Comme suggéré à plusieurs reprises dans le livre, l'extraction de métaux (plomb, mercure, terres rares) est une activité particulièrement polluante : on apprend par exemple que chaque kilo de cuivre extrait produit 210 kilos de déchets.

- 8 Enfin, le troisième parti pris des chercheuses réside dans l'attention qu'elles accordent aux dégâts causés par ces polluants sur les populations (particulièrement visibles dans le chapitre 4). Depuis les années 1960, de plus en plus de dispositifs ont été mis en place pour étudier les effets des produits chimiques, les classer, les évaluer, les contrôler. Les inégalités des populations face aux expositions et à la contamination constituent cependant un angle mort assez saisissant des « modes de gouvernement » à l'œuvre depuis 1945.
- 9 Le chapitre 2 entre dans le cœur du propos du livre, en présentant le « gouvernement par la maîtrise », assez caractéristique de la période d'entre 1945 et la fin des années 1960. Aux États-Unis comme en Europe, cette période est marquée par un développement triomphant des industries chimiques, et la revendication assez généralisée du contrôle et de la maîtrise de cette nouvelle économie. Contrairement à ce qu'on pourrait être tenté de penser, les États-Unis ont alors déjà mis en place une série de législations et d'institutions chargées de gérer les substances potentiellement toxiques, par exemple le *Food Drug and Cosmetic Act* de 1938 et le *Federal Insecticide, Fungicide and Rodenticide Act* de 1947. Ce qui frappe les autrices, c'est surtout ce qui échappe à ces règlements. Dès les années 1960, il apparaît qu'il n'existe « aucune (ou presque aucune) information sur [les] effets délétères potentiels » (p. 33) de dizaines de milliers de substances de synthèse et que la plupart d'entre elles, notamment celles présentes dans les produits industriels, ne sont toujours pas contrôlées. À l'époque déjà, ces dispositifs réglementaires font face à une injonction paradoxale, celle de gérer les effets toxiques tout en organisant leur commercialisation.
- 10 Des outils de gestion des molécules suspectes (les substances cancérogènes sont alors au cœur des débats) sont évidemment disponibles, mais ils sont donc déjà teintés d'un objectif clair : accompagner le déploiement du marché de la chimie de synthèse. Les dispositifs de classification des molécules et de leurs usages jouent à ce titre un rôle particulièrement structurant, dans le sens où ils permettent de qualifier des produits en vue de leur commercialisation. Un autre outil caractéristique de ce gouvernement par la maîtrise est celui des « valeurs limites ». La conviction de maîtrise est alors très liée au dogme prédominant de la toxicologie, qui dit que « la dose fait le poison » (p. 38) et qu'il serait donc possible de fixer un seuil en dessous duquel il n'y aurait pas d'effet toxique. C'est cette idée que vont matérialiser les valeurs limites. Malgré les incertitudes qui entourent les outils de gestion disponibles, c'est finalement surtout une « logique d'accommodement » (p. 46) qui prévaut au cours de cette période. À aucun moment il ne semble s'agir d'aboutir à l'interdiction de produits dangereux.
- 11 À partir de la fin des années 1960, la conviction de maîtrise se fissure, dans un contexte où les transformations politiques et sociales se multiplient : guerre du Viet Nam, mouvement des droits civiques, mais aussi mobilisations environnementales. L'adoption de réglementations complexes et la création d'agences d'évaluation spécialisées – l'*Environmental Protection Agency* est créée en 1970 – marquent alors le passage à mode de gouvernement davantage centré sur le « risque » (chapitre 3). Pour accompagner cette inflation législative, des groupes d'experts, les nouvelles agences, mais aussi des instituts de recherche américains décident de développer une « méthode générique d'évaluation des risques » (p. 58) qui pourrait servir d'outil commun, harmonisé, dans le cadre des nouvelles politiques sanitaires et environnementales. Alors que ces réflexions ont lieu, les batailles judiciaires se multiplient à l'encontre des nouvelles institutions garantes du contrôle des produits chimiques, aussi bien de la part des ONG,

qui veulent les pousser à prendre des décisions contraignantes, que de celle des entreprises, qui cherchent à les en dissuader.

- 12 C'est dans ce contexte à la fois conflictuel et de recherche d'harmonisation qu'est publié le célèbre « livre rouge » sur l'évaluation des risques en 1983. C'est pour répondre aux demandes pressantes de standardisation de la part de l'industrie et du congrès que l'Académie des sciences et le *National Research Council* mettent en place le comité responsable de cette publication, qui propose une démarche aujourd'hui utilisée par la plupart des institutions responsables de l'évaluation des substances chimiques et qui jouera un rôle important dans le long travail de construction de la légitimité de l'*Environmental Protection Agency* (Demortain, 2020). Si cet outil est aujourd'hui devenu standard, il fait, dès cette époque, l'objet de nombreuses critiques. Le « livre rouge » ambitionne de tracer une frontière nette la « science » et le « politique », grâce à une procédure découpée en étapes successives qui fait de l'évaluation des risques une science bureaucratique réservée à un petit monde d'experts spécialisés et de décideurs politiques. Les réponses qui sont formulées, au fil des années, pour répondre à ces critiques – avec des politiques de « transparence » dont on sait combien elles peinent à répondre à la crise de confiance des populations (Hauray, 2019) – tendent finalement souvent à bénéficier aux acteurs les plus puissants.
- 13 À partir des années 1990, d'autres manières de gouverner la toxicité émergent. Les nouvelles pratiques qui apparaissent alors progressivement visent à « *gérer des situations que le gouvernement par le risque n'est parvenu ni à prévenir ni à contenir* » (p. 76) et témoignent de l'échec de ce mode de gouvernement. Le chapitre 4 s'intéresse aux expérimentations imaginées en réponse, caractéristiques d'un « gouvernement par l'adaptation ». Ces initiatives, précisent les autrices, ne cherchent plus à « *réhabiliter les sites endommagés* » mais à « *réhabiliter les possibilités de vie sur des territoires durablement contaminés* » (p. 83). Les projets qui y sont menés ont la particularité de s'appuyer avant toute chose sur une forte implication des individus qui y demeurent, dont les vies sont alors rythmées par des pratiques et des recommandations parfois extrêmement complexes, comme dans l'exemple des populations indiennes du lac Supérieur contraintes de consommer uniquement certains types de poissons, suivant des critères changeants.
- 14 Une des limites évidentes de ces initiatives, et des termes qui sont utilisés pour qualifier leur approches (adaptation, résilience, *preparadeness*), est qu'ils cherchent surtout à faire taire ou neutraliser la critique (p. 92) tout en faisant reposer sur les individus la responsabilité de leur contamination. Les dernières lignes du chapitre sont à ce titre assez évocatrices : « *sous couvert d'empowerment des populations exposées, ce mode de gouvernement opère un travail d'occultation explicite et assumé, transférant la responsabilité de la gestion de l'exposition aux risques des autorités publiques et des industries polluantes aux individus, sommés d'apprendre à vivre dans un monde durablement pollué* » (p. 93). Face à des risques qu'il s'agit de rendre acceptables, ces approches utilisent ainsi, en aval des catastrophes, une grammaire qui s'approche de celle employée pour gouverner des technologies en amont (Angeli Aguiton, 2018), selon laquelle la croissance et l'innovation seraient capables de préserver la sécurité et la démocratie, même si, dans le cas présent, les corps et les environnements contaminés disent tout le contraire.

Critique et renouvellement de l'étude des toxiques

- 15 Au moment de refermer *Gouverner un monde toxique*, on est saisi par la facilité avec laquelle les autrices sont parvenues à tenir le pari qui consistait à retracer et analyser les logiques qui ont abouti à ce que plus aucun territoire, « même les plus éloignés de toute activité humaine », ne puisse aujourd'hui échapper « aux flots de polluants environnementaux » (p. 9), et ce dans un ouvrage d'une centaine de pages seulement. Au-delà de l'écriture limpide, trois fils, tenus tout au long de l'ouvrage, participent largement à la clarté du propos. Le premier, le plus évident, est celui qui a consisté à suivre des pollutions et des contaminations dans une démarche socio-historique. S'il ne s'agit pas d'un suivi systématique d'un polluant en particulier, on en retrouve certains à plusieurs moments du livre (notamment des métaux ou des polluants organiques persistants), qui donnent à voir la manière dont opèrent les différents « modes de gouvernement » identifiés.
- 16 Deux autres choix analytiques et d'écriture rendent le propos particulièrement efficace. D'abord l'attention qui est accordée aux instruments. Même si ce n'est pas l'objet du livre d'en faire un suivi détaillé, on comprend le rôle qu'ont joué toute une série d'outils imaginés pour gouverner les substances toxiques (systèmes de classification, valeurs limites, doses journalières admissibles, méthodologie d'analyse du risque, etc.), souvent typiques d'un mode de gouvernement spécifique. Ensuite, les études de cas et les portraits d'acteurs qui accompagnent la démonstration sont toujours très évocateurs. On y croise par exemple René Fabre, dont les paroles sont caractéristiques du sentiment de « maîtrise » des années 1950, ou d'autres figures dont on perçoit comment leur multipositionnalité a pu avoir des effets sur la manière dont certains problèmes ont été cadrés, comme Alistair C. Frazer, proche des industries agroalimentaires, et à la tête d'un comité d'experts de la FAO dont les recommandations d'usage des additifs alimentaires ont largement « accommodé » les intérêts économiques.
- 17 Enfin, notons que pour les lecteurs qui découvrent ce que les sciences sociales ont à dire de l'intoxication du monde, et du rôle du développement économique dans ce processus historique, l'ouvrage de Soraya Boudia et Nathalie Jas constitue à la fois un état de l'art très riche et une belle ouverture vers de nouvelles pistes de recherche. La conclusion du livre est à cet égard extrêmement engageante. Aux côtés des leçons tirées de leur analyse sur le retour en force des acteurs économiques, qui renvoie aussi à l'inaction des autorités publiques (Henry, 2017), les chercheuses insistent sur l'émergence d'une nouvelle génération de travaux. Parfois portés par des chercheurs engagés, ils s'intéressent notamment aux inégalités face aux pollutions (les populations les plus touchées sont généralement défavorisées, migrantes, ou appartiennent à des minorités) tout en prêtant attention aux ressorts plus systémiques de ces situations, renouvelant les manières de penser les modes de production des connaissances sur la toxicité et la toute-puissance des acteurs marchands. La conclusion montre que beaucoup reste à faire pour comprendre l'économie globale des pollutions et penser de nouveaux modes de mobilisation, mais l'invitation des autrices à participer à ces réflexions donne envie de s'y investir sur le champ, tant les perspectives ouvertes sont stimulantes.

BIBLIOGRAPHIE

- Angeli Aguiton, S. (2018). *La Démocratie des chimères. Gouverner la biologie synthétique*. Lormont : Le Bord de l'eau.
- Boudia, S. & Jas N. (2013). *Toxicants, Health and Regulation since 1945*. Londres et New York: Pickering & Chatto.
- Boudia, S. & Jas N. (2014). *Powerless Science ? Science and Politics in a Toxic World*. Londres, New York: Bergahn Books.
- Demortain, D. (2020). *The Science of Bureaucracy. Risk Decision-Making and the US Environmental Protection Agency*. Cambridge: The MIT Press.
- Hauray, B. (2019). Une médecine détournée ? Influences industrielles et crise de confiance dans le domaine du médicament. *Mouvements*, 98(2), 53-66.
- Henry E. (2017). *Ignorance scientifique et inaction publique. Les politiques de santé au travail*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Jarrige F. & Le Roux T. (2017). *La Contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*. Paris : Le Seuil.

NOTES

1. Ces ouvrages collectifs étaient alors le résultat, notamment, de recherches conduites dans le cadre du projet ANR FADO sur « Les cadres de l'expertise à l'épreuve des expositions aux faibles doses ».
2. Thomas Le Roux, Incendie à Rouen : 'La régulation des risques et des pollutions protège avant tout l'industrie', *Le Monde*, 1^{er} octobre 2019.

AUTEURS

HENRI BOULLIER

INRAE - Institut de Recherche Interdisciplinaire en Sciences Sociales
courriel : henri.boullier[at]inrae.fr